

RCS : VERSAILLES

Code greffe : 7803

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VERSAILLES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2015 B 03842

Numéro SIREN : 433 736 170

Nom ou dénomination : EIFFAGE INFRASTRUCTURES GESTION ET DEVELOPPEMENT

Ce dépôt a été enregistré le 05/08/2021 sous le numéro de dépôt 24433

COPIE CERTIFIEE
CONFORME



Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	8 364 572	6 439 290	1 925 283	598 141
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 500 211	75 180	2 425 031	2 844 458
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	194 897	85 113	109 784	137 045
Installations techniques, matériel, outillage	5 100 547	4 322 040	778 507	714 840
Autres immobilisations corporelles	97 599	96 017	1 582	3 414
Immobilisations en cours	1 920 943		1 920 943	186 832
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	16		16	16
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	2 500		2 500	2 500
Autres immobilisations financières	3 880		3 880	3 880
ACTIF IMMOBILISE	18 185 165	11 017 640	7 167 525	4 491 126
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	237 054		237 054	331 960
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	31 716 690	50 123	31 666 567	32 863 493
Autres créances	25 416 245		25 416 245	18 492 362
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	38 288		38 288	286 637
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	693 257		693 257	693 257
ACTIF CIRCULANT	58 101 534	50 123	58 051 411	52 667 709
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	76 286 699	11 067 763	65 218 935	57 158 834

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 50 000)	50 000	50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	2 654 723	2 654 723
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(511 151)	7 656 376
Acomptes sur dividendes	0	0
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 193 572	10 361 099
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	568 746	568 746
AUTRES FONDS PROPRES	568 746	568 746
Provisions pour risques	5 963 791	5 928 830
Provisions pour charges	230 998	271 173
PROVISIONS	6 194 789	6 200 003
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 154 745	305 929
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 383 132	21 150 706
Dettes fiscales et sociales	12 687 606	16 496 754
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	250 853	
Autres dettes	22 621 114	1 748 133
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	164 379	327 466
DETTES	56 261 828	40 028 986
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	65 218 935	57 158 834

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	-19 198 033		-19 198 033	
Production vendue de services	104 315 669	15 630	104 331 299	95 284 882
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	85 117 635	15 630	85 133 265	95 284 882
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			103 678	58 071
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			46 375	826 567
Autres produits			2 560	6
PRODUITS D'EXPLOITATION			85 285 878	96 169 525
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			-18 827 433	-15 503 999
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			74 712 994	71 880 105
Impôts, taxes et versements assimilés			1 295 834	1 552 889
Salaires et traitements			15 657 541	17 634 160
Charges sociales			12 230 995	10 925 327
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			835 995	629 475
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				73 530
Autres charges			88 396	14 943
CHARGES D'EXPLOITATION			85 994 323	87 206 430
RESULTAT D'EXPLOITATION			-708 444	8 963 095
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			215 923	66 703
Différences négatives de change			7 365	9 693
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			223 288	76 395
RESULTAT FINANCIER			-223 288	-76 395
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-931 733	8 886 700

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 915 202	3 733 970
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 915 202	3 733 971
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 209	812 568
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	4 466 931	4 127 830
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 468 140	4 940 398
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-552 938	-1 206 428
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-973 520	23 896
TOTAL DES PRODUITS	89 201 080	99 903 496
TOTAL DES CHARGES	89 712 231	92 247 120
BENEFICE OU PERTE	-511 151	7 656 376

Annexes

La société EIFFAGE INFRASTRUCTURES GESTION ET DEVELOPPEMENT est une SAS au capital de 50 000 euros.

Elle a pour objet l'activité d'études et de conseil et propose des prestations de services.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE; elle est consolidée par intégration globale

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais liés à leur acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement. Il correspond à l'ensemble des situations acceptées à la date d'arrêté des comptes majorées des travaux effectués non facturés (Produit à recevoir) ou minorés des travaux facturés par avance (Produit constaté d'avance).

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment et Travaux Publics.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 0,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	9 510 241		2 020 546
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 510 241		2 020 546
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	194 897		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	4 676 806		423 742
Installations générales, agenc., aménag.	7 500		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	90 099		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	186 832		1 734 111
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 156 134		2 157 852
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	16		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	6 380		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 396		
TOTAL GENERAL	14 672 771		4 178 399

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			10 864 783	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			10 864 783	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			194 897	
Installations techn., matériel et outillages ind.			5 100 547	
Installations générales, agencements divers			7 500	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			90 099	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			1 920 943	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			7 313 986	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			16	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			6 380	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			6 396	
TOTAL GENERAL			18 185 165	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	6 067 643		446 827		6 514 470
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 067 643		446 827		6 514 470
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	57 852		27 261		85 113
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 961 966		360 075		4 322 040
Installations générales, agenc. et aménag. divers	5 688		750		6 438
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	88 497		1 083		89 580
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 114 002		389 168		4 503 171
TOTAL GENERAL	10 181 645		835 995		11 017 640

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	6 200 003		4 356 931	3 576 145	786 000	6 194 789
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	6 200 003		4 356 931	3 576 145	786 000	6 194 789
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	50 123					50 123
DEPRECIATIONS	50 123					50 123
TOTAL GENERAL	6 250 126		4 356 931	3 576 145	786 000	6 244 912
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				40 175 4 431 970		

ETAT DES CREANCES		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts		2 500	2 500	
Autres immobilisations financières		3 880	3 880	
Clients douteux ou litigieux		50 743	50 743	
Autres créances clients		31 665 948	31 665 948	
Créance représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		157 186	157 186	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		246 514	246 514	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices				
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée		6 473 607	6 473 607	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés				
Etat, autres collectivités : créances diverses		774 784	774 784	
Groupe et associés		3 462 635	3 462 635	
Débiteurs divers		14 301 518	14 301 518	
Charges constatées d'avance		693 257	693 257	
TOTAL GENERAL		57 832 572	57 832 572	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice		3 397		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice		897		
Prêts et avances consentis aux associés				

ETAT DES DETTES		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine		1 154 745	1 154 745		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		19 383 132	19 383 132		
Personnel et comptes rattachés		6 553 527	6 553 527		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 818 752	1 818 752		
Etat : impôt sur les bénéfices					
Etat : taxe sur la valeur ajoutée		4 157 177	4 157 177		
Etat : obligations cautionnées					
Etat : autres impôts, taxes et assimilés		158 150	158 150		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		250 853	250 853		
Groupe et associés		21 524 429	21 524 429		
Autres dettes		1 096 685	1 096 685		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		164 379	164 379		
TOTAL GENERAL		56 261 828	56 261 828		
Emprunts souscrits en cours d'exercice		568 746			
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés					

Libellé	31/12/2020
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	4 853 996,58
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	35 800,00
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	6 829 893,11
TOTAL CHARGES A PAYER	11 719 689,69

Libellé	31/12/2020
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	693 256,51
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	693 256,51
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-164 379,02
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-164 379,02

Libellé	31/12/2020
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	15 782 629,62
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	1 715 258,73
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	17 497 888,35

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 500			20

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
Travaux				
Prestations de services	79 937 352		79 937 352	88 384 583
Produits accessoires	5 180 284	15 630	5 195 914	6 900 299
Total	85 117 635	15 630	85 133 265	95 284 882

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	50 000				2 654 723	7 656 376		10 361 099
Affectation de l'exercice						-511 151		-511 151
Distribution de l'exercice						-7 656 376		-7 656 376
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations								
Situation clôture de l'exercice	50 000				2 654 723	-511 151		2 193 572

Nature des charges	Montant
Amendes et Pénalités	1 209
Restructurations et litiges salariaux	500 000
Provisions pour perte sur attribution de valeurs de capitaux groupe	2 650 202
Dotations provisions charges exceptionnelles	1 316 729
TOTAL	4 468 140

Nature des produits	Montant
Provisions pour gain sur attribution de valeurs de capitaux groupe	3 166 970
Reprises provisions charges exceptionnelles	1 155 000
Restructurations et litiges salariaux	110 000
Transferts de charges exceptionnelles	-516 768
TOTAL	3 915 202

Engagements financiers et autres informations

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	5 949 807	
Avals et cautions		
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
	<i>dont</i>	<i>Loyers</i>
		<i>Autres</i>

Effectifs	
Cadres	217
Agent de maîtrise, technicien	85
Ouvriers	
Total	302

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE	SA	392 000 000	100,00 %

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE depuis le 1er janvier 2013.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Médailles du Travail

Conformément aux Avis du Conseil National de la Comptabilité n°97-06 et n°2004-05, l'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre 2020 pour un montant de 230 998€.

Continuité d'exploitation

La continuité de l'exploitation est assurée par le maintien du soutien financier de la société mère.

Arrêté des comptes :

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président le 31 mars 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.



EIFFAGE INFRASTRUCTURES GESTION ET DEVELOPPEMENT

Société par actions simplifiée au capital de 50.000 Euros

Siège social : 3 -7 place de l'Europe

78140 VELIZY VILLACOUBLAY

433 736 170 RCS VERSAILLES

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE DU 22 JUIN 2021

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique approuve l'affectation du résultat proposée par le Président.

En conséquence, il décide que la perte de l'exercice d'un montant de 511.150,93 € sera affectée comme suit :

Résultat négatif de l'exercice		- 511 150,93 €
Report à nouveau antérieur		0,00 €
Soit un total de		- 511 150,93 €
Au poste Autres réserves		

Compte tenu de cette affectation le poste « autres réserves » se trouvera ramené de 2.654.723,20 € à 2.143.572,27 €



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Eiffage Infrastructures Gestion et
Développement
Société par Actions Simplifiée
**Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2020

Eiffage Infrastructures Gestion et Développement
Société par Actions Simplifiée

3-7 place de l'Europe 78140 Velizy Villacoublay

Ce rapport contient 33 pages

KPMG Audit IS,
société française membre du réseau KPMG
constitué de cabinets indépendants adhérents de
KPMG International Limited, une société de droit anglais
(« private company limited by guarantee »).

Société par actions simplifiée
inscrite à la Compagnie Régionale
des Commissaires aux Comptes
de Versailles et du Centre.

Siège social :
KPMG Audit IS
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
92066 Paris la Défense Cedex
Capital : 200 000 €.
Code APE 6920Z
512 802 653 R.C.S. Nanterre
TVA Union Européenne
FR 96 51 28 02 653



KPMG AUDIT IS
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 98 29
Site internet : www.kpmg.fr

Eiffage Infrastructures Gestion et Développement Société par Actions Simplifiée

Siège social : 3-7 place de l'Europe 78140 Velizy Villacoublay

Capital social : € 50.000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

A l'attention de l'Associé unique,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Eiffage Infrastructures gestion et Développement- S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de Covid-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article [D.441-6](#) du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 1er juin 2021

KPMG Audit IS

**Philippe
Bourhis**  Signature numérique
de Philippe Bourhis
Date : 2021.06.01
08:59:25 +02'00'

Philippe Bourhis
Associé

EIFFAGE INFRASTRUCTURES G.D

3-7 PLACE DE L'EUROPE

78140 VELIZY VILLACOUBLAY

Annexe aux comptes au 31/12/2020



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Informations générales et description de l'activité	8
Faits caractéristiques de l'exercice	9
Règles et méthodes comptables	10
INFORMATIONS SUR BILAN ET COMPTE DE RESULTAT	12
Immobilisations	13
Amortissements	14
Provisions et dépréciations	15
Créances et dettes	16
Document	17
Frais d'établissement	N/A *
Frais de recherche et développement	N/A *
Eléments du fonds commercial	N/A *
Charges à payer	17
Charges et produits constatés d'avance	18
Produits à recevoir	19
Composition du capital social	20
Ventilation du chiffre d'affaires	21
Intérêts immobilisés	N/A *
Variation des capitaux propres	22
Charges et produits exceptionnels	23
ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS	24
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	N/A *
Engagements de crédit-bail	N/A *
Engagements hors bilan	25
Effectifs moyens	26
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	27
Filiales et participations	N/A *
Autres informations	28

* : N/A Non applicable

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2020	31/12/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	8 364 572	6 439 290	1 925 283	598 141
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	2 500 211	75 180	2 425 031	2 844 458
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions	194 897	85 113	109 784	137 045
Installations techniques, matériel, outillage	5 100 547	4 322 040	778 507	714 840
Autres immobilisations corporelles	97 599	96 017	1 582	3 414
Immobilisations en cours	1 920 943		1 920 943	186 832
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	16		16	16
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	2 500		2 500	2 500
Autres immobilisations financières	3 880		3 880	3 880
ACTIF IMMOBILISE	18 185 165	11 017 640	7 167 525	4 491 126
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements				
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	237 054		237 054	331 960
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	31 716 690	50 123	31 666 567	32 863 493
Autres créances	26 640 597		26 640 597	18 492 362
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	38 288		38 288	286 637
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	693 257		693 257	693 257
ACTIF CIRCULANT	59 325 886	50 123	59 275 763	52 667 709
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	77 511 051	11 067 763	66 443 287	57 158 834

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 50 000)	50 000	50 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	2 654 723	2 654 723
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	(511 151)	7 656 376
Acomptes sur dividendes	0	0
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	2 193 572	10 361 099
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées	568 746	568 746
AUTRES FONDS PROPRES	568 746	568 746
Provisions pour risques	5 963 791	5 928 830
Provisions pour charges	230 998	271 173
PROVISIONS	6 194 789	6 200 003
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	1 154 745	305 929
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	19 383 132	21 150 706
Dettes fiscales et sociales	12 687 606	16 496 754
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	250 853	
Autres dettes	23 845 466	1 748 133
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	164 379	327 466
DETTES	57 486 180	40 028 986
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	66 443 287	57 158 834

Rubriques	France	Exportation	31/12/2020	31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	85 117 635	15 630	85 133 265	95 284 882
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	85 117 635	15 630	85 133 265	95 284 882
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			103 678	58 071
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			46 375	826 567
Autres produits			2 560	6
PRODUITS D'EXPLOITATION			85 285 878	96 169 525
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)				-15 503 999
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)				
Autres achats et charges externes			55 885 561	71 880 105
Impôts, taxes et versements assimilés			1 295 834	1 552 889
Salaires et traitements			15 657 541	17 634 160
Charges sociales			12 230 995	10 925 327
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			835 995	629 475
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations				
Dotations aux provisions				73 530
Autres charges			88 396	14 943
CHARGES D'EXPLOITATION			85 994 323	87 206 430
RESULTAT D'EXPLOITATION			-708 444	8 963 095
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS				
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			215 923	66 703
Différences négatives de change			7 365	9 693
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			223 288	76 395
RESULTAT FINANCIER			-223 288	-76 395
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-931 733	8 886 700

Rubriques	31/12/2020	31/12/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		1
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 915 202	3 733 970
PRODUITS EXCEPTIONNELS	3 915 202	3 733 971
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 209	812 568
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	4 466 931	4 127 830
CHARGES EXCEPTIONNELLES	4 468 140	4 940 398
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-552 938	-1 206 428
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	-973 520	23 896
TOTAL DES PRODUITS	89 201 080	99 903 496
TOTAL DES CHARGES	89 712 231	92 247 120
BENEFICE OU PERTE	-511 151	7 656 376

Annexes

La société EIFFAGE INFRASTRUCTURES GESTION ET DEVELOPPEMENT est une SAS au capital de 50 000 euros.

Elle a pour objet l'activité d'études et de conseil et propose des prestations de services.

La société a un exercice de 12 mois se clôturant le 31 décembre.

Elle fait partie du périmètre consolidé du Groupe EIFFAGE; elle est consolidée par intégration globale

Sauf indication contraire, tous les chiffres cités dans l'annexe aux comptes sont exprimés en euro.

1. Transformation

La société a fait l'objet d'une transformation de SNC en SAS lors de l'Assemblée Générale du 30 juin 2020.

2. Evènements significatifs de l'exercice

Compte tenu de son activité, la société n'a été que faiblement impactée par la crise sanitaire liée à la Covid 19. La société est une filiale du groupe Eiffage qui dispose d'une structure financière solide.

3. Evènements post-clôture

Aucun évènement marquant post clôture n'est à signaler.

Base de préparation des comptes annuels

Les comptes annuels sont établis suivant les principes résultant du plan comptable général adopté par l'Autorité des normes comptables dans son règlement ANC 2018-01 du 20 avril 2018 modifiant le règlement ANC N°2014-03 relatif au plan comptable général (règlement homologué par arrêté du 8 octobre 2018, et publié au Journal Officiel du 9 octobre 2018).

Les conventions comptables d'établissement et de préparation des comptes sociaux ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base suivantes :

- Continuité d'exploitation
- Permanence des méthodes
- Indépendance des exercices

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode du coût historique.

Les transactions avec les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.

Seules sont détaillées dans l'annexe les informations obligatoires et ou significatives.

Immobilisations

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition.

Elles sont amorties sur leur durée estimée d'utilisation ou ne sont pas amorties mais peuvent faire l'objet d'une dépréciation chaque fois qu'apparaît un indice de perte de valeur.

Les dépenses ayant le caractère de frais d'établissement sont, sauf cas particulier, prises en charge dans l'exercice.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production ou à leur valeur d'apport. Le coût d'acquisition comprend le prix d'achat, ainsi que tous les coûts directement attribuables à l'acquisition des actifs concernés.

En cas de création de l'immobilisation, les charges financières d'intérêts intercalaires et certaines charges directement affectées à la conception, à la construction et au financement de l'immobilisation supportées pendant la période de construction de l'ouvrage et jusqu'à sa mise en service sont incorporés au coût.

Les frais d'acquisition (droits de mutation, honoraires...) sont comptabilisés directement en charges. Les dépenses courantes de réparation et de maintenance sont enregistrées dans les charges de l'exercice au cours duquel elles sont supportées.

Les éléments d'actif immobilisé sont amortis selon les durées de vie estimées, en fonction de la nature des biens, selon le mode linéaire. Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation lorsqu'un indice de perte de valeur apparaît.

Les principales durées d'amortissements sont les suivantes :

- | | |
|--|----------------|
| - Constructions | de 10 à 40 ans |
| - Installations techniques, matériels et outillage | de 3 à 15 ans |
| - Autres immobilisations corporelles | de 3 à 10 ans |

Dépréciations exceptionnelles

Dès qu'il existe un indice de perte de valeur à la date d'inventaire, la valeur actuelle de l'immobilisation concernée est estimée.

Une dépréciation exceptionnelle est constatée lorsque la valeur actuelle est inférieure à la valeur nette.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur valeur brute, c'est-à-dire à leur coût d'acquisition additionné des frais liés à leur acquisition ou à leur valeur réévaluée au 31 décembre 1976. Lorsque la valeur d'inventaire des titres de participation est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée à hauteur de la différence.

La valeur d'inventaire des titres de participation est appréciée en fonction de la quote-part des capitaux propres éventuellement corrigés pour tenir compte de leurs perspectives de plus-values d'actifs, de développement et de rentabilité.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale et éventuellement dépréciées en fonction de leurs perspectives de recouvrement.

Provisions

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'il existe un risque probable de sortie de ressources sans contrepartie attendue. Elles sont revues à chaque date d'établissement des comptes et ajustées pour refléter la meilleure estimation à cette date.

Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est constaté selon la méthode de l'avancement. Il correspond à l'ensemble des situations acceptées à la date d'arrêté des comptes majorées des travaux effectués non facturés (Produit à recevoir) ou minorés des travaux facturés par avance (Produit constaté d'avance).

Engagements de retraite

La société procède à l'évaluation de ses engagements en matière de retraite et d'indemnités de départ pour l'ensemble de son personnel.

Dans le cadre des conventions collectives de la profession, l'entreprise a obligation de verser des indemnités aux Cadres et Etam lors de leur départ à la retraite, les autres obligations de retraite étant assurées par les caisses auxquelles l'entreprise est affiliée.

L'engagement de l'entreprise au titre des IFC prend en compte les modifications de barème intervenues dans la convention collective du Bâtiment et Travaux Publics.

Les engagements à ce titre sont évalués selon la méthode des unités de crédit projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite et au salaire de fin de carrière.

Cette évaluation prend en compte notamment :

- une projection des salaires jusqu'à la date de départ à la retraite,
- les taux de rotation du personnel et les tables de mortalité,
- le taux d'actualisation de 0,5 % des engagements ainsi calculés.

Les éléments à ce titre ne sont pas provisionnés mais portés dans la liste des engagements hors bilan.

Informations sur Bilan et Compte de Résultat

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Acquisitions
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	9 510 241		1 354 542
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	9 510 241		1 354 542
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	194 897		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	4 676 806		423 742
Installations générales, agenc., aménag.	7 500		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	90 099		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	186 832		1 734 111
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 156 134		2 157 852
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	16		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	6 380		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	6 396		
TOTAL GENERAL	14 672 771		3 512 395

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			10 864 783	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			10 864 783	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.			194 897	
Installations techn., matériel et outillages ind.			5 100 547	
Installations générales, agencements divers			7 500	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			90 099	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours			1 920 943	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			7 313 986	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			16	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			6 380	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES			6 396	
TOTAL GENERAL			18 185 165	

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Autres immobilisations incorporelles	6 067 643		446 827		6 514 470
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6 067 643		446 827		6 514 470
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Constructions installations générales,agenc.,aménag.	57 852		27 261		85 113
Installations techniques, matériel et outillage industriels	3 961 966		360 075		4 322 040
Installations générales, agenc. et aménag. divers	5 688		750		6 438
Matériel de transport					
Matériel de bureau et informatique, mobilier	88 497		1 083		89 580
Emballages récupérables, divers					
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 114 002		389 168		4 503 171
TOTAL GENERAL	10 181 645		835 995		11 017 640

Rubriques	Début d'exercice	Apports	Dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers Provisions pour investissement Provisions pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30 % Provisions pour prêts d'installation Autres provisions réglementées						
PROVISIONS REGLEMENTEES						
Provisions pour litiges Provisions pour garanties données aux clients Provisions pour pertes sur marchés à terme Provisions pour amendes et pénalités Provisions pour pertes de change Provisions pour pensions, obligations similaires Provisions pour impôts Provisions pour renouvellement immobilisations Provisions pour gros entretiens, grandes révis. Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer Autres provisions pour risques et charges	6 200 003		4 356 931	3 097 145	1 265 000	6 194 789
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	6 200 003		4 356 931	3 097 145	1 265 000	6 194 789
Dépréciations immobilisations incorporelles Dépréciations immobilisations corporelles Dépréciations titres mis en équivalence Dépréciations titres de participation Dépréciations autres immobilis. financières Dépréciations stocks et en cours Dépréciations comptes clients Autres dépréciations	50 123					50 123
DEPRECIATIONS	50 123					50 123
TOTAL GENERAL	6 250 126		4 356 931	3 097 145	1 265 000	6 244 912
Dotations et reprises d'exploitation Dotations et reprises financières Dotations et reprises exceptionnelles Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				40 175 4 431 970		

ETAT DES CREANCES		Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations				
Prêts		2 500	2 500	
Autres immobilisations financières		3 880	3 880	
Clients douteux ou litigieux		50 743	50 743	
Autres créances clients		31 665 948	31 665 948	
Créance représentative de titres prêtés				
Personnel et comptes rattachés		157 186	157 186	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux		246 514	246 514	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices				
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée		6 473 607	6 473 607	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés				
Etat, autres collectivités : créances diverses		774 784	774 784	
Groupe et associés		3 462 635	3 462 635	
Débiteurs divers		15 525 870	15 525 870	
Charges constatées d'avance		693 257	693 257	
TOTAL GENERAL		59 056 924	59 056 924	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice		3 397		
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice		897		
Prêts et avances consentis aux associés				

ETAT DES DETTES		Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles					
Autres emprunts obligataires					
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine		1 154 745	1 154 745		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine					
Emprunts et dettes financières divers					
Fournisseurs et comptes rattachés		19 383 132	19 383 132		
Personnel et comptes rattachés		6 553 527	6 553 527		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 818 752	1 818 752		
Etat : impôt sur les bénéfices					
Etat : taxe sur la valeur ajoutée		4 157 177	4 157 177		
Etat : obligations cautionnées					
Etat : autres impôts, taxes et assimilés		158 150	158 150		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		250 853	250 853		
Groupe et associés		22 748 781	22 748 781		
Autres dettes		1 096 685	1 096 685		
Dettes représentatives de titres empruntés					
Produits constatés d'avance		164 379	164 379		
TOTAL GENERAL		57 486 180	57 486 180		
Emprunts souscrits en cours d'exercice		568 746			
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés					

Libellé	31/12/2020
CHARGES A PAYER	
DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTES RATTACH	4 853 996,58
AUTRES DETTES	
TOTAL AUTRES DETTES	35 800,00
DETTES FISCALES ET SOCIALES	
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES	6 829 893,11
TOTAL CHARGES A PAYER	11 719 689,69

Libellé	31/12/2020
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	
CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	
TOTAL CHARGES/PRODUITS D'EXPLOITATION	693 256,51
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	693 256,51
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	
TOTAL	-164 379,02
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	-164 379,02

Libellé	31/12/2020
PRODUITS A RECEVOIR	
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES	15 782 629,62
AUTRES CREANCES	
TOTAL AUTRES CREANCES	1 715 258,73
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR	17 497 888,35

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	2 500			20

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
Travaux				
Prestations de services	79 937 352		79 937 352	88 384 583
Produits accessoires	5 180 284	15 630	5 195 914	6 900 299
Total	85 117 635	15 630	85 133 265	95 284 882

	Capital	Primes liées au capital	Ecart de réévaluation	Réserves	Report à nouveau	Résultat	Provisions réglementées	Total
Situation ouverture de l'exercice	50 000				2 654 723	7 656 376		10 361 099
Affectation de l'exercice						-511 151		-511 151
Distribution de l'exercice						-7 656 376		-7 656 376
Augmentation de capital								
Réduction de capital								
Autres variations								
Situation clôture de l'exercice	50 000				2 654 723	-511 151		2 193 572

Nature des charges	Montant
Amendes et Pénalités	1 209
Restructurations et litiges salariaux	500 000
Provisions pour perte sur attribution de valeurs de capitaux groupe	2 650 202
Dotations provisions charges exceptionnelles	1 316 729
TOTAL	4 468 140

Nature des produits	Montant
Provisions pour gain sur attribution de valeurs de capitaux groupe	3 166 970
Reprises provisions charges exceptionnelles	1 155 000
Restructurations et litiges salariaux	110 000
Transferts de charges exceptionnelles	-516 768
TOTAL	3 915 202

Engagements financiers et autres informations

Rubriques	Montants hors bilan	
	Engagements donnés	Engagements reçus
Indemnité de fin de carrière et autres engagements en faveur du personnel	5 949 807	
Avals et cautions		
Vis à vis des sociétés de personnes (SNC, SCI, GIE)		
Autres engagements		
	<i>dont</i>	<i>Loyers</i>
		<i>Autres</i>

Effectifs	
Cadres	217
Agent de maîtrise, technicien	85
Ouvriers	
Total	302

Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
EIFFAGE 3 - 7 PLACE DE L'EUROPE 78 140 VELIZY VILLACOUBLAY RCS VERSAILLES : 709 802 094	SA	392 000 000	100,00 %

Informations sur la convention d'Intégration Fiscale

La société est intégrée fiscalement dans le groupe EIFFAGE depuis le 1er janvier 2013.

La convention fiscale est celle de la neutralité au regard de la charge d'impôt : la société supporte et constate en comptabilité la charge d'impôt qui aurait été la sienne en l'absence d'intégration fiscale.

En cas de sortie du groupe fiscal, les déficits réalisés pendant la période d'intégration restent définitivement acquis à la société chef de file du groupe.

Médailles du Travail

Conformément aux Avis du Conseil National de la Comptabilité n°97-06 et n°2004-05, l'engagement de la société au titre des Médailles du Travail a été provisionné au 31 décembre 2020 pour un montant de 230 998€.

Continuité d'exploitation

La continuité de l'exploitation est assurée par le maintien du soutien financier de la société mère.

Arrêté des comptes :

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président le 31 mars 2021 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

CAC : honoraires

Les honoraires de commissariat aux comptes encourus au titre du contrôle légal des comptes et au titre des prestations de services entrant dans les diligences directement liées à cette mission sont mentionnés dans l'annexe aux comptes consolidés du Groupe EIFFAGE.